

## Marcel Louison, par Marcel Louison

Témoignage recueilli par Jean Vercherand le 29 août 1983,  
au cours du travail d'élaboration de sa thèse<sup>1</sup> et présenté par Claude Latta

*Deux journées d'études et d'hommage ont été consacrées, les 24 et 25 janvier derniers, au château de Goutelas, à Marcel Louison, décédé en 2002. Edouard Crozier et Gérard Aventurier, de Village de Forez, assistaient à ces journées. Marcel Louison était une personnalité et un militant du monde agricole forézien et a été maire de la commune d'Ailleux (Loire) pendant trois mandats. Il avait participé à l'extraordinaire aventure intellectuelle de Goutelas. Il vint aussi au Centre social de Monbrison où, avec son épouse, il anima un groupe d'études consacré aux réalités économiques et politiques de notre monde.*

*Au-delà de son action en Forez, les auditeurs de ces journées ont pu découvrir toutes les facettes de la personnalité de Marcel Louison et la diversité de ses engagements : il avait été résistant, élève-officier démissionnaire, responsable commercial en Indochine, paysan, militant puis responsable syndicaliste agricole, militant politique proche du PSU, maire de son village...*

*Les participants aux journées de Goutelas ne se connaissaient pas entre eux : leurs témoignages ont donné de l'unité à une vie de militantisme et d'action qui commence dans la Résistance et en est marquée. Il savait le prix de la Liberté. Il refusa les oppressions : celle de l'occupant en 1942, l'oppression coloniale en Indochine. Il voulait bousculer les archaïsmes et changer la vie, d'où son rôle dans ce monde agricole qu'il aimait et dans lequel il avait choisi de travailler et de vivre. L'homme attirait la sympathie par son franc-parler et son refus des hiérarchies, mais aussi par la façon qu'il avait de vouloir changer les choses, et pas seulement dans la théorie. La confiance de ses administrés d'Ailleux montre que, dans un milieu où ne donne pas sa confiance à la légère, il avait montré ce qu'il savait faire. Village de Forez évoque ici la personnalité de Marcel Louison par un article de Jean Vercherand<sup>2</sup>, extrait de notes prises en vue de la rédaction de sa thèse. On y retrouve Marcel Louison dans l'authenticité d'une parole qui refusait la "langue de bois". Nous remercions Jean Vercherand de nous l'avoir confié et Edouard Crozier de l'avoir suscité et transmis.*

Claude Latta

### L'engagement dans la Résistance

"J'étais au lycée Claude-Fauriel à Saint-Etienne où j'avais obtenu, en juillet 1942, mon bac Math.-Élém.<sup>3</sup> En novembre 1942 [le 11 novembre] au moment de l'invasion de la Zone sud par les Allemands [qui fait suite au débarquement des Alliés en Afrique du Nord le 7 novembre 1942], j'étais en classe préparatoire aux grandes écoles HEC - Saint-Cyr. On a considéré alors que notre place n'était plus sur les bancs de l'école, mais dans le combat pour la libération du pays. J'ai cherché à partir en Afrique du Nord<sup>4</sup> rejoindre les troupes alliées pendant l'hiver 1942-1943. J'arrive à Lourdes et j'apprends que le passeur s'est fait prendre. Je trouve un gars qui me fait une proposition : "On a besoin de gens comme toi à l'intérieur du pays". Finalement, j'ai atterri dans les maquis de l'Ain en juillet. J'ai commencé par des opérations de sabotage, des coups de main [... ]<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Ce témoignage a été recueilli par prise de notes.

<sup>2</sup> Contact : Jean Vercherand, 23, bd de la Motte, 21800 Quetigny.

<sup>3</sup> Actuelle série S.

<sup>4</sup> Opération *Torch*.

<sup>5</sup> Marcel a eu l'occasion de nous parler, en différentes circonstances, de ces opérations : la libération de la ville d'Oyonnax pendant 24 heures, le 11 novembre 1943, avec défilé du maquis dans les rues de la ville,

Ensuite, dans le maquis, j'ai commandé une compagnie d'infanterie (de 130 à 140 hommes). J'avais, au moment de la libération de la région, le grade de lieutenant de la Résistance. Après la libération de la région, fin août-début septembre 1944, mon unité a été incorporée dans l'armée régulière [de de Lattre de Tassigny]. On a alors régularisé les grades et je suis devenu sous-lieutenant dans l'armée régulière" [...] Durant la guerre, beaucoup d'officiers ou sous-officiers s'étaient accordés deux ou trois grades de plus, comme Leclerc qui devait être au début de la guerre, lieutenant ou commandant<sup>6</sup>. "Nous avons alors poursuivi les Italiens sur la frontière avec la France, puis participé à l'occupation de l'Autriche [...].

Mon engagement dans la Résistance et la guerre m'a valu plusieurs décorations : la médaille de la Résistance, la croix du Combattant, la Légion d'honneur en 1945... Je ne les ai jamais portées et, en une seule fois, j'en ai fait mention à la préfecture, lorsqu'ils m'emmerdaient pour être maire ! [...]"

Je suis entré après la guerre à [l'école militaire] de Saint-Cyr sur titre. J'ai passé six mois à Coëtquidan<sup>7</sup>. C'est là que j'ai été démobilisé en 1946<sup>8</sup>. J'ai quitté Saint-Cyr car, comme beaucoup de jeunes qui avaient vécu très tôt une vie peu banale, j'ai eu du mal à me faire à une vie aussi stricte et rangée. Je n'ai pas supporté, non plus, le mépris des officiers de carrière pour les hommes sortis du rang.

### **L'Indochine**

A l'époque, j'étais un peu paumé. Je suis alors parti en Indochine pour une boîte roannaise de textile [l'entreprise Dumarest] faire de l'importation de tissus de coton. J'y suis resté de 1947 à 1952. Là-bas, j'ai été confronté à une guerre coloniale, une guerre de libération nationale, une guerre subversive. J'ai été écœuré. Je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas de différence fondamentale entre ce que les "Viets" faisaient et ce que nous avons fait pendant la Résistance contre les Allemands. J'ai été écœuré par le pouvoir politique de l'époque et la IV<sup>e</sup> République. Cela me posait de telles contradictions personnelles que j'ai foutu le camp et je suis rentré en France. Ma forme de refus a été de me mettre en retrait, ce qui m'a amené à m'installer paysan. De cette période date ma prise de conscience politique globale. Pendant la guerre, je n'étais pas un politique, mais plutôt un technicien.

### **L'installation comme paysan**

Je me suis installé d'abord en Bresse, dans une ferme, à élever des poulets pendant un an et demi puis à Saint-Marcellin dans la Loire, de 1954 à 1960. Enfin à Ailleux, à partir de 1960. Personne ne voulait de la ferme car les gens disaient que jamais on ne pourrait la travailler avec un tracteur, ce qui explique bien l'état d'esprit de l'époque. En plus, il y avait la tuberculose. On est donc venu avec les chevaux.

On s'est intégré facilement. Nous étions tous au même niveau. Il n'y avait pas grand chose en matière de modernisation. On a travaillé avec les gens (à la batteuse par exemple). J'ai suivi et

---

suivi d'un dépôt de gerbes au monument aux morts ; du pillage des entrepôts d'un grossiste important (Marcel Fournier, futur PDG de Carrefour) pour ravitailler le maquis, de la rencontre inopinée sur une route de l'Ain, alors qu'il partait en opération à la tête d'un convoi de véhicules de bon matin, avec une colonne allemande qui venait en sens inverse ; des combats très durs, par une nuit d'encre, pour la neutralisation de la gare ferroviaire de Meximieux au moment de la libération de la région lyonnaise fin août-début septembre 1944 du soutien rencontré par les gens du maquis auprès des paysans de la montagne de l'Ain ; de la démarche simple de sa part et de ses camarades de s'engager dans le combat pour la libération du pays sans avoir une grande conscience idéologique et politique, etc. [note de J V.]

<sup>6</sup> Il était lieutenant lors du déclenchement de la guerre et fut nommé capitaine en mai 1940.

<sup>7</sup> Dans le Morbihan.

<sup>8</sup> Marcel a été libéré de ses obligations militaires le 25 mai 1946 à Sathonay, ne percevant, à ce titre, aucune retraite militaire, contrairement à des allégations ayant émané d'adversaires dans le milieu professionnel agricole au début des années 1970.

participé au courant de réflexion progressiste de l'époque. Puis, en 1968, avec d'autres, j'ai intégré l'analyse marxiste par rapport à l'exploitation [dans] l'agriculture :

- la rémunération du travail
- les paysans dans la lutte des classes
- le concept de valeur [...]

### **La vulgarisation et le développement**

Il y a eu alors, sur le secteur, le courant de la vulgarisation technique. Les gens étaient dans l'expectative. On a commencé comme ça. On a créé la CUMA<sup>9</sup> communale en 1962. J'ai pris la responsabilité de la comptabilité que j'ai assurée pendant vingt ans, jusqu'en 1982 ! C'était à cette époque que l'on constituait des GVA. Le GVA (groupement de vulgarisation agricole) était un groupement plus élémentaire pour la vulgarisation que les CETA (centres d'étude technique agricole) qui regroupaient les paysans de pointe, ou que les Foyers de Progrès qui fonctionnaient avec un technicien de l'administration. Les GVA s'adaptaient mieux à l'organisation professionnelle du monde agricole et ils fonctionnaient avec un technicien de l'administration]. Notre GVA (Ailleux, Saint-Sixte, Cezay) a constitué, avec trois autres [...], le premier poste de Roger Dury [conseiller] de la Chambre d'agriculture<sup>10</sup>.

La CUMA communale (qui débordait sur Cezay) a marqué le pays. La mécanisation a été collective. A Ailleux, un seul paysan n'adhère pas à la CUMA. Elle s'est construite outil par outil, et par branche d'activité. A l'époque, on faisait des rendements de 15 quintaux/hectare de froment bourru ou de seigle. Roger Dury nous disait : "20 quintaux avec du Vilmorin-27, c'est possible à trois conditions :

- une fertilisation adaptée : l'engrais ;
- une qualité de semis : un semoir à cheval,
- un bon désherbage : un pulvérisateur".

Cela a entraîné une homogénéisation du modèle de développement. Quand on est passé au maïs, tout le monde a suivi. Le modèle s'est créé à partir de la CUMA. On avait de la chance : sur la commune, il n'y avait pas de tension foncière trop grande. La CUMA a été un outil formidable pour lutter contre le développement inégal.

Dans les années 1960, sur le canton Boën, il y avait une forte effervescence, avec Robert Duclos<sup>11</sup> et d'autres jeunes. Il y avait beaucoup de réunions au Central à Boën (50 à 60 personnes les soirs). Les gens étaient sur le schéma type de la JAC<sup>12</sup>, en faveur de la modernisation, du progrès technique. Il y a eu également l'affaire de Goutelas<sup>13</sup>. Cela a beaucoup joué sur les intermédiaires, c'est-à-dire sur l'élite syndicale locale. L'idée de Goutelas était de promouvoir un développement, [de lancer] une expérience de micro-développement sur une petite région. Il y a eu télescopage de nombreuses initiatives.

Le GIRAF (Groupement d'innovation rurale pour l'avenir du Forez) a ainsi été créé avant que je prenne la présidence de la FDPL [Fédération départementale des producteurs de lait] et j'avais travaillé sur cette réalisation [...]".

Jean Vercherand

---

<sup>9</sup> Coopérative d'utilisation de matériel agricole.

<sup>10</sup> Ancien responsable du Service foncier.

<sup>11</sup> Robert Duclos était alors le chef de file des jeunes agriculteurs modernistes du département. En 1974, il deviendra président de la Chambre d'agriculture.

<sup>12</sup> Jeunesse agricole catholique, mouvement qui a contribué de manière essentielle à la modernisation de l'agriculture française.

<sup>13</sup> Goutelas, manoir de la Renaissance, était en ruines au début des années 1960. Sa restauration a été entreprise à l'initiative de Paul Bouchet, alors avocat à la cour d'appel de Lyon, grâce à la contribution décisive de l'agriculteur propriétaire du château, Noël Durand et par un effort collectif exceptionnel : plus de 150 000 heures de travail bénévole fournies par des équipes de paysans, d'ouvriers et d'intellectuels.